



**Direction Interrégionale des Services
Pénitentiaires de Paris**
Département des Affaires Immobilières

Marché public de travaux

TF 053234 – MISE AUX NORMES PMR

Création de bureaux au SPIP 91

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Maître d'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, Avenue de la Division Leclerc - BP 103 - 94 267 Fresnes Cedex
Tél : 01 88 28 70 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - TYPE DE MARCHE	4
1.3 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.4 - CONDUCTEUR D'OPERATION	4
1.5 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.6 - CONTROLE TECHNIQUE	5
1.7 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
1.8 - COORDINATION SECURITE INCENDIE	5
1.9 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	5
1.10 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	6
1.11 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	6
2.1 - PIECES PARTICULIERES	6
2.2 - PIECES GENERALES	7
ARTICLE 3 : PRIX	7
3.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX	7
3.2 - MODALITES DE VARIATION DES PRIX	7
3.3 - MODALITES DE FIXATION DES PRIX DES PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	8
3.4 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	8
3.5 - REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	8
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	9
4.1 - GARANTIE FINANCIERE	9
4.2 - AVANCE	9
4.3 - ACOMPTES	10
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
5.1 - REGLES APPLICABLES AU REGLEMENT DES COMPTES	10
5.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT ET ACOMPTES PERIODIQUES	10
5.3 - MENTIONS OBLIGATOIRES	11
5.4 - DECOMPTE FINAL	12
5.5 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	12
5.6 - MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS DIRECTS	12
5.7 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES COTRAITANTS	13
ARTICLE 6 : DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	13
6.1 - DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
6.2 - PENALITES POUR RETARD	13
6.3 - AUTRES PENALITES	13

ARTICLE 7 : SOUS-TRAITANCE	14
7.1 - PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT	14
7.2 - EXAMEN PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DU DOSSIER DE PRESENTATION DU SOUS-TRAITANT	14
ARTICLE 8 : PREPARATION ET ETUDES D'EXECUTION	15
ARTICLE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	15
9.1 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	15
9.2 - DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	15
ARTICLE 10 : RECEPTION DES TRAVAUX	15
ARTICLE 11 : GARANTIES ET ASSURANCES	16
11.1 - DELAIS DE GARANTIE	16
11.2 - ASSURANCES	16
ARTICLE 12 : RESILIATION DU MARCHE	16
ARTICLE 13 : DROIT ET LANGUE	16
ARTICLE 14 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

La présente consultation a pour objet la création de bureaux au Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation à EVRY-COURCOURONNES.

Lieu d'exécution :

Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation
5 rue Ventoux
91080 COURCOURONNES

Dispositions générales :

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 - Type de marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique. Elle est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour motifs d'intérêt général selon les dispositions de l'article R2185-1 et R2185-2 du code de la commande publique.

1.3 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché est un marché alloti conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique. Il s'agit d'un marché à 3 lots distincts.

1.4 - Conducteur d'opération

La conduite de l'opération est assurée par le Département des Affaires Immobilières (D.A.I.) de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris (D.I.S.P.).

1.5 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Cabinet NEDELCOUX
4, allée des Bergers
27930 GUICHAINVILLE
Tel. : 06.52.18.00.10 – E-mail : cabinet.nedelcoux@orange.fr

La mission du maître d'œuvre comprend les éléments suivants :
APD/AT - PRO/DCE - ACT – VISA – DET - AOR

1.6 - Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est :

Joseph SEIF
Directeur Technique
Tel : 01.49.73.00.43
Portable : 06.78.56.07.44
j.seif@satelis.org


2 rue Louis Lépine
94260 Fresnes

1.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Toufik HALIT
Coordonnateur SPS Niveau I
Tel : 01 49 73 00 43
Port : 06 70 88 01 62
t.halit@satelis.org


2, rue Louis Lépine
94260 - Fresnes

1.8 - Coordination sécurité incendie

Le coordonnateur SSI désigné pour cette opération est :

EFFICIO
655 Avenue Roland Garros
78530 BUC

1.9 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptibles d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

1.10 – Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

En application de l'article 5.1 du C.C.A.G Travaux, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 6.3 du présent CCAP.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler sur le domaine pénitentiaire qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

1.11 – Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 6.3 du présent CCAP.

Article 2 : Pièces contractuelles

2.1 - Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le document « Contraintes d'accès aux établissements pénitentiaires »
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux remis par le candidat à l'appui de son offre ;
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (PGCSPS) ;
- Le mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition du prix global forfaitaire (D.P.G.F) ;

2.2 - Pièces générales

Le marché est également soumis aux pièces générales suivantes :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés publics de travaux issus de l'arrêté du 7 octobre 2021 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) VDI édition 2023.

Article 3 : Prix

3.1 - Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Les prix sont fermes, non révisables.

3.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Conformément à l'article R.2112-11 du Code de la commande publique, le prix sera actualisé si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise de l'offre et celle de début d'exécution des prestations.

Les prix sont fermes actualisables par application d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = I(d-3)/Io$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation ;
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro ;
- d : mois de début d'exécution des prestations ;
- I(d-3) : valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois, sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3 ;

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index :

BT 01 : LOT 1 - Installation et démolition

LOT 2 – CVC

LOT 3 – Electricité

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.3 - Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Tout prix nouveau fait l'objet d'un ordre de service signé du maître d'ouvrage ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG Travaux.

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet ordre de service fait suite à une consultation du titulaire par le maître d'œuvre et à un accord du maître d'ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'ordre de service, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3.4 - Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un avenant ou d'un ordre de service préalable du maître d'œuvre pris avec accord du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG.

Cet ordre de service précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

3.5 - Répartition des dépenses communes

Seules les stipulations du CCAG Travaux sont applicables.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1 - Garantie financière

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché sera constituée, augmentée le cas échéant du montant des avenants. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties y consentent, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Les sommes prélevées sont alors remboursées par anticipation.

4.2 - Avance

Conformément aux articles R2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à **30,00 %** du montant initial du marché, toutes taxes comprises. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le montant de l'avance n'est pas à déduire des factures que présentera le titulaire au maître de l'ouvrage.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 40,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 65,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, conformément à l'article R2193-19 du code de la commande publique.*

En cas de déclaration d'un sous-traitant pendant l'exécution du marché et après versement de l'avance au titulaire, la part de l'avance versée correspondant aux prestations sous-traitées devra être remboursée par le titulaire, et ce même si le sous-traitant n'a pas demandé à bénéficier d'une avance. Cette récupération sera effectuée sur la situation suivant l'acceptation du sous-traitant.

Une avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie dans les conditions prévues ci-avant.

4.3 - Acomptes

Le versement d'acompte s'effectuera conformément aux articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées. Le Titulaire du marché enverra mensuellement ses états d'acompte au maître d'œuvre qui sera chargé de les valider, ou le cas échéant de les modifier, et de les transmettre au pouvoir adjudicateur pour règlement, dans des délais permettant de respecter les délais globaux de paiement de 30 jours.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Règles applicables au règlement des comptes

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.2 - Présentation des demandes de paiement et acomptes périodiques

Le titulaire du marché transmettra mensuellement les états d'acomptes et les factures au Maître d'œuvre, représenté par :

Cabinet NEDELCOUX

4, allée des Bergers

27930 GUICHAINVILLE

Tel. : 06.52.18.00.10 – E-mail : cabinet.nedelcoux@orange.fr

Par dérogation aux l'article 12.1, 12.2 et 12.3 du C.C.A.G Travaux, **les demandes de paiement seront établies en 3 exemplaires**, le titulaire du marché transmettra simultanément au pouvoir adjudicateur une copie des éléments envoyés au maître d'œuvre.

Cette transmission se fera obligatoirement via **la plateforme CHORUS, puis par mail, au cabinet de maîtrise d'œuvre et copie à la maîtrise d'ouvrage** : liste.disp-paris.dai-marche-public@justice.fr.

5.3 - Mentions obligatoires

Quel que soit le format utilisé (papier ou électronique), la demande de paiement comprend, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date ;
- Les références du marché ;

Ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- La référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Les numéros de Tranche Fonctionnelle (TF) et d'Engagement Juridique (EJ) transmis par le DAI ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur : DISP PARIS – Département des Affaires Immobilières - 3 avenue de la division Leclerc – BP 103 – 94267 Fresnes cedex
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 6 du présent C.C.A.P. ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

5.4 - Décompte final

A l'achèvement des prestations et après le projet de situation afférent au dernier mois de leur exécution ou à la place de ce projet, le titulaire complète le projet de décompte général indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre. Ce projet est établi dans les mêmes conditions que les projets de situation périodiques, sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires. Il est à préciser que le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte général, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part. Ce projet est ensuite transmis au maître d'œuvre qui procède aux vérifications d'usage avant d'éditer le décompte général et définitif.

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au contrat précise tous les éléments des articles R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

5.6 - Modalités de paiement des sous-traitants directs

Dans le cadre de prestations sous-traitées, dont le montant excède 600 € HT, le sous-traitant a droit au paiement direct.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le titulaire adresse alors au pouvoir adjudicateur sa facture accompagnée d'une attestation de paiement direct pour les prestations effectuées par le sous-traitant. Celle-ci doit être hors taxe et porter la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier et être libellée à l'attention de la DISP de PARIS. Le titulaire joint également la facture du sous-traitant.

5.7 - Modalités de paiement direct des cotraitants

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il ne sera procédé à aucune exonération des pénalités, et ce, quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

6.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'article 4 de l'acte d'engagement. Le délai d'exécution des travaux débute, à la date fixée sur l'ordre de service prescrivant à l'entreprise titulaire de débiter l'exécution des prestations.

6.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités suivantes seront susceptibles d'être appliquées au titulaire :

Objet de la pénalité	Montant (en Euros)
Retard dans l'exécution des prestations	1000,00 €/jour calendaire
Retard dans la fourniture des documents administratifs ou techniques	500,00 € /jour calendaire
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en l'état des lieux	1000,00 €/jour calendaire

6.3 - Autres pénalités

Des pénalités seront susceptibles d'être appliquées au titulaire pour les raisons suivantes :

Objet de la pénalité	Montant (en Euros)
Absence aux réunions de chantier	1500,00 €/absence
Non-respect des contraintes pénitenciaires et du protocole chantier	2000,00 €/infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat
Défaut de nettoyage de chantier	500,00€/infraction observée par personnel de l'AP sur simple constat
Non-respect des obligations de confidentialité	Pénalité forfaitaire de 2000,00€/infraction

Objet de la pénalité	Montant (en Euros)
Non-respect de la réglementation RGPD	Pénalité forfaitaire de 2000,00€/infraction

Article 7 : Sous-traitance

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants. Le titulaire peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre en tant que candidat, soit en cours d'exécution du marché.

7.1 - Présentation du sous-traitant

Le titulaire présente son sous-traitant au pouvoir adjudicateur, à l'aide un acte spécial de sous-traitance (possibilité d'utiliser le formulaire DC4 disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr>) dûment complété qui constituera une annexe à l'acte d'engagement.

Le titulaire devra impérativement présenter la demande d'agrément au minimum 15 jours avant la date de début d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le titulaire remettra également, en annexe à l'acte spécial, les documents suivants :

- Attestations fiscales et sociales ;
- Kbis daté de moins de trois mois ;
- RIB ;
- Attestation sur l'honneur certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2, et R. 3243-1 du Code du travail ;
- Attestation d'assurance.

7.2 - Examen par le pouvoir adjudicateur du dossier de présentation du sous-traitant

7.2.1 - Acceptation des sous-traitants

Le DAI accepte ou refuse les sous-traitants en fonction des critères suivants :

- La part des prestations sous-traitées, le titulaire doit réaliser une partie significative du marché ;
- La régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant (appréciée au moyen des certificats de la déclaration du candidat) ;
- Les garanties professionnelles du sous-traitant (mentionnées dans la déclaration du candidat) ;
- Dans le cas où le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, les doutes devront être levés selon les modalités prévues à l'article 60 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

7.2.2 - Agrément des conditions de paiement

Le montant du contrat sous-traité est fixé librement entre le titulaire et le sous-traitant, cependant, le DAI se réserve le droit de refuser l'agrément des conditions de paiement

en cas d'écart manifestement injustifié entre la rémunération du sous-traitant et celle du titulaire du marché.

Les sous-traitants acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct si le montant des prestations sous-traitées est supérieur à 600 € TTC. Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R2193-10 à art. R2193-16 du Code de la commande publique et selon les modalités décrites à l'article 5.2 du présent document.

Article 8 : Préparation et études d'exécution

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation ne devra pas excéder 1 mois après notification du marché.

Cette période permettra au titulaire du marché de constituer et de fournir au maître d'œuvre les éléments indiqués dans le CCTP nécessaires pour le début des travaux, notamment le planning d'exécution définitif, les plans et les fiches techniques définitifs le cas échéant. Elle permettra également de lancer les commandes pour les approvisionnements.

Ces documents devront être transmis au plus tard 10 jours après la date de début d'exécution des prestations.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux sont établis par le titulaire pendant la période de préparation et remis gratuitement au maître d'œuvre.

Article 9 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.1 - Gestion des déchets de chantier

Les déchets de chantiers sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché. Les équipements récupérables lors de leur dépose sont à mettre à disposition du maître d'ouvrage si souhaité par celui-ci.

9.2 - Documents à fournir après exécution

Conformément au CCTP, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre dans un délai de 10 jours le dossier des ouvrages exécutés à compter de la réception des travaux.

Il sera remis en 2 exemplaires papier + 4 exemplaires sur clé USB (DAO Autocad 2019 compatible en DXF).

Ces dossiers seront à la pleine charge de chaque lot qui devra en tenir compte dans les prix remis. Le chiffrage de cette prestation dans le bordereau de l'entreprise est obligatoire.

Article 10 : Réception des travaux

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le pouvoir adjudicateur aura alors à charge de provoquer

les opérations de réception. La procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G.- Travaux.

Article 11 : Garanties et assurances

11.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

11.2 - Assurances

Le titulaire du marché devra fournir avant la notification du marché un contrat d'assurance, responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Article 12 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2142-1 et suivants du Code de la commande publique peut entraîner, par décision du Pouvoir Adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et L.2142-1 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG travaux s'appliquent. Cependant, par dérogation au 52.1, le délai de mise en demeure sera de 7 jours.

Article 13 : Droit et langue

En cas de litige, seul le **Tribunal Administratif d'EVRY** est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 14 : Dérogations aux documents généraux

Les articles désignés ci-après dérogent aux prescriptions du C.C.A.G travaux :

L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 3.4 déroge à l'article 14.4.3 du C.C.A.G Travaux

L'article 5.2 déroge aux articles 12.1, 12.2 et 12.3 du C.C.A.G Travaux

L'article 6 déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du C.C.A.G Travaux

L'article 8 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux

L'article 12 déroge à l'article 52.1 du C.C.A.G Travaux.